

Retour au calme en Tunisie



Hier matin, le calme est revenu dans toutes les villes tunisiennes, y compris au niveau du siège du Premier ministre où campaient, depuis dimanche dernier, des centaines de manifestants venus notamment des régions de l'intérieur du pays. Mohammed Ghannouchi a cédé à la pression de la rue et a écarté du gouvernement de transition cinq ministres faisant partie de l'ancien régime. Ces caciques de Ben Ali occupaient des postes-clés dont la défense, l'intérieur, les affaires étrangères et les finances. Ils ont été remplacés par des technocrates et des personnalités indépendantes peu connues des Tunisiens. L'annonce en a été faite, jeudi soir, après que la puissante centrale syndicale UGTT -qui a joué un rôle fondamental dans le maintien et l'organisation de la protestation populaire - eut donné son aval.

Globalement, les Tunisiens en sont satisfaits mais certains veulent maintenir l'action protestataire pour faire tomber le Premier ministre qui était chef du gouvernement sous le régime de Ben Ali. «Tout le gouvernement doit sauter, surtout Ghannouchi», a déclaré à l'AFP un étudiant de 22 ans. «Le chef de l'UGTT ne représente pas la base. Il était avec Ben Ali avant. Ce qui est important, c'est ce que vont dire et faire les unions régionales et surtout l'ordre des avocats», soutenait le même étudiant, au nom d'autres manifestants qui n'apprécient pas l'attitude conciliante de l'UGTT avec le Premier ministre, Mohammed Ghannouchi. Un membre exécutif de l'UGTT, Mouldi Jandoubli, a appelé les syndicats, les partis politiques et autres représentants de la société civile à agir de façon à convaincre les protestataires que «le Premier ministre n'est là que pour la transition et qu'après les élections, il y en aura un autre».

De son côté, Mohammed Ghannouchi s'est engagé fermement à «préparer des élections libres, avec une commission électorale indépendante et des observateurs internationaux». Il s'est également montré disponible à discuter avec des représentants du groupe des protestataires pour les convaincre de la même chose. Le secrétaire général de l'UGTT a discuté avec le Premier ministre et a obtenu de lui la promesse d'une rencontre avec les manifestants, sans toutefois fixer une date. Une chose est sûre, la rue tunisienne se calme et la situation s'améliore progressivement. La Tunisie prépare sa mue vers une véritable démocratie et tout indique la justesse de la voie empruntée à condition toutefois que le sacrifice de tout un peuple ne soit pas dévoyé par des parties, de la Tunisie elle-même ou d'ailleurs. La vie reprend son cours normal. «L'évolution s'est faite. Un gouvernement est là. Je crois que c'est la bonne attitude. L'économie doit repartir, les gens doivent se remettre au travail», soutient un représentant d'un parti politique. «La situation s'améliore, se stabilise et la sécurité est rétablie. Le travail commence. C'est une mutation profonde et irréversible, conséquence d'un mouvement spontané», a affirmé, à Addis Abeba, le secrétaire d'Etat tunisien aux Affaires étrangères, Radhouane Nouisser. Ce dernier est chargé de représenter son pays à la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine (UA) qui s'ouvrira demain dans la capitale éthiopienne.

A rappeler l'émission par le gouvernement provisoire tunisien d'un mandat d'arrêt visant

Après le départ des caciques de Ben Ali

Écrit par Karima Mokrani

Samedi, 29 Janvier 2011 02:08

l'ancien président Ben Ali, son épouse et six autres membres de sa famille. Réactions internationales, la France a affirmé ses «vœux pour le succès du nouveau gouvernement tunisien» et espère que ce dernier «prépare dans les meilleurs délais les conditions des élections».

[LA TRIBUNE](#)